

AKTUELL / CITIZEN

POLITIQUE CLIMATIQUE

Grand-duché, petit salé

Raymond Klein

Le Luxembourg concentre bien une part disproportionnée des responsabilités en matière de réchauffement climatique. Et devra les assumer sur le plan national et international.

« On ne peut pas faire les poches à un homme nu », aime-t-on dire en luxembourgeois. Pourtant, c'est ce que subira le grand-duché, s'il applique le modèle des « Greenhouse Development Rights » (GDR) pour calculer sa juste contribution à la lutte contre le changement climatique. En effet, ce modèle prévoit zéro émission de CO₂ dès 2022 et une réduction des émissions de 167% en 2030. Il s'agit bien entendu d'un modèle abstrait qui met surtout en évidence le poids des émissions passées des pays industrialisés ainsi que leur responsabilité particulière en matière de réduction des émissions globales.

Mercredi dernier, la Caritas et l'Action solidarité Tiers monde ont présenté une étude d'Eco-Equity et du Stockholm Environment Institute intitulée « La juste contribution du Luxembourg dans un monde sous contrainte carbone ». L'idée de départ du modèle GDR est que, pour débloquer les négociations internationales sur les réductions de CO₂, il faut proposer des solutions respectant le droit au développement des pays du Sud. Or, un tel développement ne pourra pas se faire en imitant la trajectoire passée des pays industrialisés, puisque les émissions de gaz à effet de serre devront être fortement limitées. Donc, selon l'étude, « les pays industrialisés doivent, outre la réduction de leurs propres émissions, s'engager à l'égard du Sud afin d'aider ce dernier à se développer sur une voie décarbonée, et permettre aux populations des pays

pauvres de survivre et de sortir de la pauvreté ».

Le modèle GDR répartit l'effort à fournir par chaque pays sur base de deux indicateurs : la responsabilité fondée sur les émissions passées et la capacité d'agir, calculée à partir du revenu des habitants supérieure au seuil de pauvreté. C'est ainsi que le Luxembourg devrait fournir 0,072% de l'effort global, environ dix fois plus que son poids démographique. Ces calculs conduisent à l'effort de réduction de -163% en 2030 mentionné plus haut. « Ces émissions négatives marquantes pointent les obligations des pays riches dépassant leurs émissions domestiques », expliquent les auteurs de l'étude. Dans leur scénario, le Luxembourg réduirait ses émissions domestiques d'environ trois quarts, et le reste de l'effort serait fourni en soutenant les pays en développement dans leur lutte contre le changement climatique.

Notons que même si les auteurs prennent leurs distances avec les mécanismes flexibles de Kyoto, leur logique s'en rapproche, puisqu'une partie des émissions sera « économisée » à l'étranger. La différence est l'ordre de grandeur de l'effort à fournir par un pays riche comme le Luxembourg : environ quatre fois ce qui est actuellement pré-

vu dans le cadre des engagements européens.

Une partie de l'étude a également été consacrée au mythe de la « situation spécifique » du Luxembourg. Cet argument ne serait qu'un « prétexte pour dissimuler ses intérêts particuliers, maintenir ses privilèges et justifier son manque d'ambition climatique ».

Après un verdict si sévère, l'étude conclut sur un ton conciliant : « Il se peut que, face au réalisme climatique du Luxembourg, les trajectoires mises en avant (...) puissent paraître illusoire. » Au moment de la finalisation des négociations entre ONG, partenaires sociaux et gouvernement sur le « Partenariat pour l'environnement et le climat », on semble vouloir éviter de froisser les ministres en charge. L'étude oppose ainsi l'« approche politique 'bottom up', à partir de ce qui est jugé faisable - comme le préconise actuellement le 'Partenariat' » et « ce qui globalement est nécessaire ('top down') ». Pour recommander très modestement de « rester en dialogue avec la société civile (...) et lutter pour réduire l'écart entre ce qui est scientifiquement nécessaire ('top down') et ce qui semble politiquement réalisable ('bottom up') ».

CHINA

Ai Weiwei soll freigelassen werden

Human Rights Watch / woxx

Die Verhaftung Ai Weiweis spiegelt die neue Eskalation in China wider. Nur anhaltender internationaler Druck kann Ai Weiwei nun helfen.

Die chinesische Regierung soll umgehend den Künstler und Regierungskritiker Ai Weiwei freilassen und die willkürliche Unterdrückung von abweichender politischer Meinung beenden, so Human Rights Watch. Ai wurde am Morgen des 2. April 2011 am Flughafen Peking verhaftet, als er nach Hongkong fliegen wollte. Trotz erheblicher inländischer und internationaler Beachtung des Falls haben sich die chinesischen Behörden geweigert, den Ort, wo Ai festgehalten wird, oder den Grund seiner Verhaftung bekannt zu geben.

„Die Verhaftung Ai Weiweis spiegelt die neue Eskalation wider, die zurzeit das ohnehin bereits massive

Vorgehen gegen jegliche Opposition prägt“, so Sophie Richardson, Advocacy-Direktorin der Asien-Abteilung von Human Rights Watch. „Nur anhaltender internationaler Druck kann Ai Weiwei nun helfen.“

Die Verhaftung Ai Weiweis war offenbar von der Regierung sorgfältig geplant. Am Tag seiner Inhaftierung durchsuchten Pekinger Sicherheitskräfte sein Studio in einem Vorort der Hauptstadt und luden acht Mitarbeiter, seine Frau Lu Qing sowie den Rechtsanwalt und Freund Liu Xiaoyuan zu einem Verhör vor. Alle wurden am selben Tag wieder freigelassen. Die Polizei beschlagnahmte Computer, Festplatten und andere Gegenstände. Die staatlichen Medien wurden aufgefordert, nicht über den Fall zu berichten, und alle Bezüge zu Ai Weiweis Verhaftung wurden im Internet sowie auf der beliebten Mi-

croblogging-Plattform Weibo, die mit Twitter zu vergleichen ist, zensiert.

Laut chinesischem Gesetz kann die Polizei eine Person bis zu drei Tage festhalten, bevor sie darüber entscheidet, ob die Person freigelassen oder der Fall einem Staatsanwalt wegen eines Haftbefehls übertragen wird. Doch immer wieder schafft die Polizei Ausnahmefälle, wodurch Personen bis zu sieben und unter bestimmten Umständen auch bis zu 30 Tage festgehalten werden können. Auch verweigert die Polizei regelmäßig Anwälten den Kontakt zu inhaftierten Mandanten, obwohl gesetzliche Vorgaben einen Zugang garantieren. Als bekannter Pekinger Anwalt Pu Zhiqiang konnte bis jetzt seinen Mandanten noch nicht sehen oder eine offizielle Bestätigung seiner Verhaftung erhalten. Die Benachrichtigung über die Inhaftierung durch den Staatsanwalt, in der Regel eine Routinemaßnahme, stellt gewöhnlich sicher, dass es zu einer Anklage, Verurteilung und Bestrafung kommt, die normalerweise eine Gefängnisstrafe beinhaltet.

Seit Mitte Februar hat die chinesische Regierung mehr als 200 Personen wegen abweichender politischer Meinung oder friedlichen gesellschaftlichen Engagements verhaftet,

festgehalten, verschleppt, unter Hausarrest gestellt, zum Verhör vorgeladen oder mit Inhaftierung gedroht. Sechs der bekanntesten Menschenrechtsanwälte des Landes - Teng Biao, Tang Jitian, Jiang Tianyong, Liu Shihui, Tang Jingling, and Li Tiantian - sind von der Polizei verschleppt worden, und sie sind in Gefahr, gefoltert oder misshandelt zu werden.

Die Verhaftung von Ai, einem der bekanntesten chinesischen Künstler, von dem zurzeit eine Ausstellung in der Tate Modern in London gezeigt wird, hat zu einer Reaktion mehrerer ausländischer Regierungen geführt. Die EU-Delegation in Peking, Mitglieder des Europäischen Parlaments haben auch ihre Sorge geäußert. Der Sprecher der US-Außenministeriums Mark Toner sagte am 4. April, dass die Regierung zutiefst besorgt sei.

„Ai Weiwei ist ein Testfall für die internationale Gemeinschaft“, so Richardson. „Die letzten Jahre haben gezeigt, dass Beschwichtigung und stille Diplomatie nichts dazu beitragen, um Peking davon abzubringen, noch härter gegen Dissidenten vorzugehen.“